la Namibie. Presque cinq années, jour pour jour, se sont écoulées depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 435 ; les questions en suspens concernant son application ont, pour la plupart, été réglées au prix de concessions de la part de toutes les parties. Il n'existe donc aucune excuse pour des délais supplémentaires. Le retrait de troupes cubaines en Angola, condition préalable posée par l'Afrique du Sud pour la mise en application de cette résolution, ne peut servir à légitimer l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. La question de principe est claire. La Namibie doit accéder à l'indépendance, quelle que soit la tournure des événements en Angola.

Le secrétaire général a décrit très clairement les réalités politiques dans le rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité :

- si la résolution 435 n'est pas appuyée rapidement, il s'ensuivra des conséquences désastreuses ; de plus,
- pour atteindre cet objectif, il faudra obtenir la collaboration de toutes les parties concernées et, avant tout, de celles qui le sont directement.

Il est donc clair que, dans une première étape, l'Afrique du Sud doit cesser ses incursions et ne plus intervenir en Angola. Elle ne doit pas chercher à façonner unilatéralement l'avenir de cette région : les frontières et les droits souverains doivent demeurer inviolés.

Deuxièmement, le Président de l'Angola ayant réaffirmé que son pays ne désirait nullement compter sur des troupes étrangères, ni les autoriser à rester là-bas une fois que l'Angola ne serait plus menacée, il est urgent d'adopter des mesures en vue de renforcer la confiance et de diminuer les tensions entre les parties directement concernées.

Troisièmement, il est essentiel de mettre en œuvre en 1984 la résolution 435, faute de quoi il ne pourra y avoir de paix dans cette région. Ceux qui militent en faveur de la paix doivent s'attacher à relever ce défi.

Il devrait y avoir une quatrième étape : la CNUCED étudie actuellement les besoins sociaux et économiques de la Namibie et la communauté internationale devra venir en aide à une Namibie indépendante. Le Canada, pour sa part, est prêt à contribuer à la réalisation de cet objectif.

En ce qui a trait à l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique et celle du Kampuchéa par le Viet Nam, elles continuent de défier les résolutions adoptées par cette assemblée. La semaine dernière, les pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) ont fait des propositions constructives en vue de trouver une solution au problème du Kampuchéa. Sur la question de l'Afghanistan, d'autre part, le secrétaire général et son représentant personnel ont fait des efforts pour qu'ait lieu un véritable dialogue. Mais on ne parviendra à une solution équitable qu'à la condition que l'Union soviétique fasse montre d'un plus grand sens de ses responsabilités.

Le Canada a contribué à constituer quinze forces de maintien de la paix et équipes d'observation de l'ONU. Le maintien de la paix peut jouer un rôle important dans la progression menant